

TRIBUNE**Urgence climatique : universités et grandes écoles mobilisées aux côtés des étudiants pour la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable*****Nous avons une immense responsabilité envers les générations présentes et futures***

Limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et maintenir la biodiversité impliquent des changements très profonds de nos modes de production et de consommation, d'organisation des espaces urbains et des mobilités, de conception des infrastructures, d'organisation du travail dans le temps et l'espace. Nous devons réduire nos émissions de gaz à effet de serre, nos consommations d'énergie, d'eau et de matières premières, et déployer une économie circulaire à grande échelle. Nous avons une immense responsabilité collective envers les générations présentes et futures, celle d'engager, sans plus attendre, les nécessaires transformations, dont l'ambition doit être à la hauteur des enjeux.

Le rôle central de nos établissements et de la communauté des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche doit être affirmé : par nos expertises, tant dans les sciences dites « dures », que dans les domaines technologiques ou les sciences de gestion et les sciences humaines et sociales, nous expliquons les phénomènes, mesurons leurs conséquences et proposons des solutions. Nous éclairons l'avenir.

Les universités, les organismes de recherche et les grandes écoles ont un devoir d'exemplarité

Nos travaux de recherche irriguent nos enseignements. Nous formons de futurs décideurs, les futurs acteurs de l'économie et de la société. Nous avons le devoir de les préparer à porter l'indispensable transformation, à savoir mesurer l'impact de leurs actions et décisions sur l'ensemble des parties prenantes et à agir en conséquence, en acteurs responsables.

Nous pouvons, nous devons, montrer la voie dans notre propre communauté. Les universités, organismes de recherche et les grandes écoles, ont vocation à devenir les démonstrateurs de solutions innovantes pour les transitions écologique, sociale et économique sur les territoires.

Nous, scientifiques, enseignants-chercheurs, chercheurs, étudiants, personnels administratifs et présidents ou directeurs d'établissement, mobilisons nos forces depuis plusieurs années autour des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale. L'enseignement supérieur français, comme nul autre en Europe, s'est structuré en réseaux d'acteurs aux côtés de la CPU, de la CGE pour produire des outils, de la connaissance et partager des solutions afin d'engager les établissements et tout leur écosystème dans une démarche vertueuse au service du développement durable et de la prise de responsabilité sociétale.

Un engagement collectif qui demande à être soutenu par l'État

Il faut changer d'échelle et aller plus vite dans cette voie, les étudiants nous y invitent avec force, mais nous ne pouvons le faire seuls. Nous, CPU, CGE et CDEFI, appelons l'État à un soutien politique qui se traduise par un engagement solennel reconnaissant le rôle essentiel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation dans la lutte contre le changement climatique et plus globalement la réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD).

Cet engagement solennel, essentiel, restera vain s'il n'est accompagné de moyens identifiés tant pour la recherche, que pour l'enseignement ou la transformation de nos infrastructures, et inscrits dans la durée. Il faut aussi encourager la collaboration de tous les acteurs dans les territoires et engager systématiquement les étudiants à conduire des projets à fort impact sociétal dans nos établissements en partenariat avec les collectivités territoriales.

L'urgence est aujourd'hui climatique. Nous allons poursuivre, développer et amplifier notre engagement « systémique » et interdisciplinaire autour des défis liés à cet enjeu. La formation, la formation tout au long de la vie, l'innovation – y compris l'innovation sociale – et la recherche sont indispensables à l'examen et à la compréhension des phénomènes, ainsi qu'à l'identification des solutions possibles. Elles contribuent à l'élévation générale des connaissances et à la prise de conscience des enjeux sociétaux, elles sont porteuses de réponses positives.

Co-construire une stratégie et la doter de moyens permettant de les atteindre

Nous, CGE, CPU et CDEFI, nous engageons à contribuer activement à la réalisation des Objectifs de Développement Durable tels que définis par les Nations Unies et nous demandons aux ministères d'en démultiplier l'impact, en co-construisant une stratégie et en la dotant de moyens permettant de les atteindre. Nous avons déjà préparé le terrain de l'Université du futur. Rejoignez-nous dans sa construction au service de l'humanité et de la planète qui l'accueille.

Anne-Lucie Wack, Présidente de la CGE

Gilles Roussel, Président de la CPU

Jacques Fayolle, Président de la CDEFI

À PROPOS DE LA CGE

Créée en 1973, la CGE regroupe 216 Grandes écoles en France, auxquelles s'ajoutent 13 Grandes écoles étrangères, couvrant de nombreuses spécialités : ingénieur, management, architecture, sciences politiques, création & design, journalisme, écoles militaires, écoles vétérinaires et de santé ... Les Grandes écoles représentent plus de 40 % des diplômes de grade master délivrés chaque année en France. Assurant une recherche intensive, elles mettent en cohérence le projet pédagogique de l'étudiant et les débouchés professionnels. L'appartenance à la CGE est un véritable label de qualité. La CGE s'assure du respect par l'ensemble de ses membres de ses principes fondamentaux : excellence des cursus, insertion professionnelle, lien à l'entreprise, innovation, ouverture internationale, impact sociétal ... Les 216 Grandes écoles membres proposent une offre de formation et de recherche à déclinaisons multiples en réponse aux besoins du monde socio-économique.

www.cge.asso.fr | Twitter : @ConferenceDesGE

CONTACTS PRESSE

EPOKA Camille Le Hyaric - clehyaric@epoka.fr - 06 60 43 65 02

CGE André Bismuth - andre.bismuth@cge.asso.com - 01 46 34 77 58